



---

## Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Evénement intergouvernemental au niveau ministériel des Etats Membres des Nations Unies à l'occasion du soixantième anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés

### Déclaration de la Suisse en séance plénière

Genève, le 8 décembre 2011 AM

Prononcée par S.E. Mme Micheline Calmy-Rey,  
Présidente de la Confédération suisse  
Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères

---

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Haut Commissaire,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le 28 juillet 1951 à Genève, les Nations Unies adoptaient formellement le texte de la Convention relative au statut des réfugiés. A cette occasion, les 26 Etats ayant participé aux négociations avaient fait preuve à la fois d'ambition et de clairvoyance en vue de régler un problème tragique, celui des flux de réfugiés engendrés par la Seconde Guerre mondiale.

Que Genève ait été le lieu de la rédaction finale de la Convention n'est pas le fruit du hasard. Cette ville, forte de sa tradition humanitaire, a souvent ouvert ses portes pour accueillir les victimes de

guerres et de persécutions. Au cours de l'histoire, les réfugiés de l'Europe, puis du monde entier, y ont trouvé un havre de protection et ont pu y recréer une vie nouvelle. Ils ont ainsi apporté par leurs connaissances, leur histoire, leur culture et leur expérience une grande contribution à la vie sociale économique, culturelle, religieuse et scientifique de Genève et de la Suisse.

En cette année marquant le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention, il serait regrettable de ne pas faire preuve de la même clairvoyance que nos prédécesseurs. Saisissons l'occasion qui nous est offerte aujourd'hui de réaffirmer notre engagement à l'égard d'une question qui reste plus que jamais d'actualité. Ces dernières années en effet, comme l'a noté à plusieurs reprises Monsieur le Haut Commissaire, les conflits, les crises et les catastrophes naturelles se multiplient. Elles viennent souvent s'ajouter à des situations conflictuelles anciennes qui semblent parfois insolubles. Ces phénomènes se superposent et tendent à accroître la vulnérabilité des personnes déracinées qui nécessitent, de fait, une protection nationale et internationale adaptée.

La Suisse souhaite souligner que le développement du régime de protection internationale ne s'est pas arrêté avec l'adoption de la Convention et de son Protocole additionnel en 1967. Le Comité exécutif du HCR a adopté depuis, non sans difficultés, plus d'une centaine de Conclusions sur la Protection internationale des réfugiés. Bien que non-contraignantes, ces Conclusions fournissent de nombreuses pistes susceptibles d'améliorer la protection des personnes dans le besoin.

A cet égard, la Suisse souhaiterait attirer l'attention sur une question en particulier : les déplacements extérieurs résultants de catastrophes naturelles. Ce problème étant encore mal connu, la Suisse a commandité une étude dont les résultats seront prochainement publiés par le HCR. Nous considérons qu'une approche plus cohérente au niveau international s'impose pour répondre aux besoins de protection des personnes franchissant une frontière en raison de catastrophes soudaines. Une telle approche devrait également concerner les déplacements liés à des phénomènes de longue haleine, comme le changement climatique. Aussi la Suisse s'engage-t-elle aux côtés de la Norvège à coopérer avec les Etats et autres acteurs intéressés afin d'avoir une meilleure compréhension de ces mouvements transfrontaliers. Il s'agira d'identifier les meilleures pratiques et de développer un consensus sur la meilleure façon d'aider et de protéger les personnes affectées. En effet, depuis 60

ans, les défis auxquels la communauté internationale est confrontée ont évolué, parfois plus rapidement que le régime de protection internationale. Un décalage s'est ainsi créé entre la rigueur des textes existants et la réalité des besoins. A nous de démontrer que nous avons saisi l'ampleur des changements intervenus durant les décennies écoulées en développant le régime de protection internationale en conséquence.

Monsieur le Président,

Alors qu'une baisse du nombre de réfugiés a été enregistrée durant la dernière décennie, cette tendance s'est récemment inversée et pourrait perdurer. Dans ce contexte, la Suisse souhaite saluer l'engagement substantiel de nombreux Etats hôtes, parties ou non à la Convention, qui ouvrent leurs frontières aux personnes contraintes de fuir leur pays d'origine. Ils fournissent ainsi, avec l'appui du HCR, de ses donateurs et de ses partenaires, protection et assistance à plusieurs millions de personnes.

La réinstallation des réfugiés, en tant que solution durable, fait également partie des instruments de la protection internationale et reste une question d'actualité pour la Suisse. Conformément à sa tradition humanitaire, la Suisse s'engage donc à continuer d'accueillir des groupes de réfugiés vulnérables en partenariat avec le HCR. A cet égard, notre collaboration avec le Haut commissariat nous permettra d'accueillir prochainement un nouveau groupe de réfugiés. Par ailleurs, une nouvelle procédure de consultation et de mise en oeuvre de la politique suisse en matière de réinstallation est en préparation.

En outre, en ces temps de crises financière, alimentaire et environnementale, les besoins des réfugiés requièrent un accroissement des moyens mis à disposition de l'organisation, comme le souligne l'analyse globale du HCR. Une participation financière accrue des donateurs s'avère ainsi nécessaire. Dans cette optique, je suis heureuse de pouvoir vous annoncer que la Suisse a pris la décision d'augmenter sa contribution financière au HCR dès l'année prochaine.

Enfin, le plaidoyer en faveur de la cause des réfugiés nécessite un effort continu, et mon pays

s'engage à poursuivre son soutien à l'attribution du Prix Nansen. Cette distinction est remise chaque année à une personne ou une organisation en reconnaissance de services exceptionnels rendus à la cause des réfugiés.

Monsieur le Président,

Au début de mon discours, j'évoquais l'ambition et la clairvoyance qui ont contribué à l'adoption de la Convention de 1951 sur les réfugiés. Dans un monde en mutation rapide, il s'agit pour nous tous de faire preuve de la même ambition que nos prédécesseurs. Nous devons non seulement appréhender les enjeux contemporains des déplacements forcés, mais aussi agir en améliorant la mise en œuvre de la Convention et de ses principes. Travaillons ensemble à la recherche d'un consensus donnant une nouvelle impulsion aux instruments de la protection internationale.

Je vous remercie de votre attention.

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

Distinguished Ministers,

Mr. High Commissioner,

Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

On 28 July 1951 in Geneva, the United Nations formally adopted the text of the Convention relating to the Status of Refugees. The 26 states which participated in the negotiations on this occasion showed themselves to be both ambitious and far-sighted in their efforts to deal with a tragic problem -- the flow of refugees resulting from the Second World War.

It is no coincidence that the final text of the Convention was drawn up in Geneva. In accordance with its humanitarian tradition, this city has on various occasions opened its doors to the victims of war and persecution. Throughout history, refugees, initially from Europe and then from the entire world, have

found here a haven from which to begin life anew. With the aid of their own history, culture and experience, they have made major contributions to the social, economic, cultural, religious and scientific life of Geneva and of Switzerland as a whole.

In the present year which marks the 60<sup>th</sup> anniversary of the Convention, it would be regrettable to fail to be as far-sighted as our predecessors. Let us seize the occasion offered to us here today to reaffirm our commitment with regard to a phenomenon that is more relevant than ever. In recent years, as the High Commissioner has pointed out on several occasions, the number of conflicts, crises and disasters has indeed continued to increase. These new conflicts often exacerbate long-standing conflict situations rendering them, to all appearances, hopelessly unsolvable. Building on one another, such phenomena tend to increase the vulnerability of displaced persons who thus find themselves more than ever in need of protection at the national and international levels.

Switzerland would like to underline that the development of the international protection regime did not come to a halt with the adoption of the Convention and its additional Protocol of 1967. The Executive Committee of the UNHCR has since adopted, albeit not without difficulty, more than 100 Conclusions on the international protection of refugees. Although not binding, these Conclusions point to a number of ways to improve our response to people who need protection.

In this context, Switzerland would like to draw attention to one aspect in particular: external displacements resulting from natural disasters. Since this problem is little understood, Switzerland has commissioned a study, the findings of which are shortly to be published by the UNHCR. We feel that a coherent approach is required at the international level to address the needs of persons moving beyond national boundaries due to a sudden disaster. This approach would also have to take into consideration displacements linked to long-term phenomena, such as climate change. Switzerland together with Norway is cooperating with other states and interested parties in trying to achieve a better understanding of such cross-border movements. The aim is to identify the best practices and develop a consensus on the best way to assist and protect those concerned. Indeed the challenges facing the international community have altered over the past 60 years, more rapidly sometimes than the international protection regime. This has opened up a gap between existing texts with their strict

provisions, and the reality of present day needs. We must make it clear that we have understood the extent of the changes that have taken place in the recent decades by adapting the international protection regime in an appropriate manner.

Mr. President,

Whereas the number of persons registered as refugees has diminished over the past 10 years, this trend has now been reversed, possibly for the foreseeable future. In this context, Switzerland would like to salute the substantial commitment of many host states, including Parties and non-parties to the Convention, who have opened their borders to persons forced to flee their country of origin. In doing so, with the support of the UNHCR, its donors, and its partners, they have provided protection and assistance to several million persons.

The resettling of refugees as a long-term solution is another of the instruments of international protection, and one which Switzerland sees as having particular relevance. In accordance with its humanitarian tradition, Switzerland is committed to continuing to welcome groups of vulnerable refugees in partnership with the UNHCR. As a result of this collaboration with the High Commissioner, we shall soon be welcoming a new group of refugees. Moreover, a new consultation procedure and implementation of Switzerland's resettlement policy is now in preparation.

At this time of crisis in the financial, food, and environmental spheres, meeting refugees' needs will also require increasing the resources made available to the organisation, as has been made clear by the UNHCR's own global analysis. This means donors must increase the funds they provide. In this context, I am pleased to be able to announce that Switzerland has decided to increase its financial contribution to the UNHCR for the coming year.

Finally, refugee protection requires our constant support, and my country intends to continue supporting the Nansen Refugee Award, which is presented each year to a person or an organisation in recognition of exceptional services to the refugee cause.

Mr. President,

At the beginning of my statement I spoke of the ambition and far-sightedness of those who contributed to the adoption of the 1951 Convention on Refugees. In this rapidly changing world, we feel it is necessary to be just as ambitious as our predecessors. Not only do we need to understand what is at stake with today's forced displacements, we also need to improve the implementation of the Convention and its principles. Let us work together in seeking a consensus, giving new life to the instruments of international protection.

Thank you for your attention.